

Déclaration CFDT PSTE RPN RSE 2 septembre 2025

La rentrée sociale s'ouvre dans un contexte de tension et d'inquiétude grandissantes pour les salariés de la Sécurité sociale comme pour l'ensemble du monde du travail. Les annonces budgétaires de l'été, la volonté du gouvernement de faire porter une nouvelle fois le poids des économies sur les travailleuses et travailleurs, et le gel répété de la valeur du point à la sécurité sociale alimentent un sentiment d'injustice profond.

La **CFDT** le rappelle avec force : depuis plus d'une décennie, les salariés de la Sécurité sociale subissent une politique salariale qui les appauvrit. Entre 2015 et 2023, l'inflation a dépassé 21 % quand la valeur du point n'a été augmentée que de 5,5 %. À cela s'ajoute une hémorragie des effectifs et une charge de travail croissante qui dégradent les conditions d'exercice de nos missions.

Les négociations salariales de ce printemps ont confirmé le mépris des pouvoirs publics : aucune mesure collective en 2024, et pour 2025 un cadrage budgétaire si contraint qu'il exclut toute revalorisation significative de la valeur du point. **Face à ce vide, la CFDT a refusé de cautionner une négociation vidée de sens.**

Dans ce contexte, **l'appel interprofessionnel et intersyndical à la grève et à la mobilisation du 18 septembre prend tout son sens.** Les mesures d'austérité annoncées – gel des salaires, coupes dans les services publics, précarisation accrue – sont inacceptables. **Avec les autres organisations syndicales, la CFDT refuse ces mesures injustes et qu'une fois encore ce soient les salariés qui paient la facture.**

La **CFDT** exige :

- une augmentation immédiate de la valeur du point, avec un rattrapage de l'inflation depuis 2022 ;
- un minimum garanti de 180 € brut par mois pour tous ;
- des moyens à la hauteur des missions des organismes de Sécurité sociale ;
- une reconnaissance du travail accompli au service de l'intérêt général.

La CFDT sera au rendez-vous du 18 septembre, dans l'unité syndicale, pour dire stop aux sacrifices imposés aux salariés et exiger une politique salariale juste, digne et respectueuse.